



**Abus des personnes ayant une déficience intellectuelle :  
assez, c'est assez !  
Quand les parents n'ont plus confiance...**

**Montréal, le 18 juin 2010** – C'est avec indignation que l'Association du Québec pour l'intégration (AQIS) sociale a pris connaissance des constats de l'enquête qui a été réalisée par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal suite aux révélations d'une journaliste de *Rue Frontenac* sur des mauvais traitements subis par des pensionnaires de trois résidences privées affiliées au Centre de réadaptation Lisette-Dupras.

Comment de telles horreurs peuvent-elles encore se produire en 2010 ? Comment des organisations publiques, des gestionnaires d'expérience, peuvent-ils fermer les yeux sur des traitements inhumains et irrespectueux envers des personnes qui leur sont confiées et qui méritent toute leur attention ? Il ne s'agit pourtant pas de la première fois que de tels événements plus que regrettables se produisent. Il est urgent de mettre en place un système de vigilance indépendant et dénué de tout intérêt corporatiste permettant un réel contrôle de la qualité des services offerts à des personnes qui sont souvent les plus vulnérables de notre société. Dans une ère où les décideurs privilégient trop souvent l'équilibre budgétaire et la reddition de comptes au détriment de la qualité et de la sécurité des milieux de vie, force est de constater que cette situation, trop souvent systémique, est inacceptable et intolérable.

Pour l'AQIS, qui est un regroupement d'associations de parents, il est impératif que les parents puissent être des acteurs privilégiés dans le choix d'un milieu de vie pour leur enfant. Loin de nous l'idée de remettre en cause le bien fondé de la désinstitutionnalisation en cours depuis plusieurs décennies. Par contre, les parents réclament depuis longtemps la mise en place de milieux de vie novateurs et sécuritaires où leurs enfants pourront vivre et s'épanouir. L'AQIS y travaille activement et presse le ministère de la Santé et des Services sociaux pour qu'il endosse et s'ouvre à de nouvelles pratiques qui méritent d'être explorées et ce, pour le mieux-être des personnes qui vivent avec une déficience intellectuelle.

Les parents réclament également une meilleure formation des intervenants qui œuvrent auprès de cette clientèle ainsi qu'un resserrement des critères d'embauche exigeant du personnel du savoir faire et du savoir être.

Enfin, l'AQIS demande au ministère de la Santé et des Services sociaux de tout mettre en œuvre pour que de tels événements ne se reproduisent plus et qu'enfin, les parents puissent retrouver confiance en un système qui, pour le moment, n'obtient nullement la note de passage et démontre des failles majeures à différents niveaux.

*Fondée en 1951, l'Association du Québec pour l'intégration sociale (AQIS) a pour mission la promotion des intérêts et la défense des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle et de leur famille. Elle regroupe plus de 80 associations à travers le Québec.*

- 30 -

Source : Anik Larose  
Conseillère aux communications  
AQIS  
(514) 725-7245 poste 28  
alarose@aqis-iqdi.qc.ca